HAL
open science

Au-delà de la !revoluciòn!

Julien Rebotier

To cite this version:

Julien Rebotier. Au-delà de la !revoluciòn!. EchoGéo, 2008, 3, pp.Décembre 2007 / février 2008. hal-00397325

HAL Id: hal-00397325
https://hal.science/hal-00397325v1

Submitted on 20 Jun 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Au-delà de la *¡ Revolución !*
Un regard critique sur le Venezuela contemporain

Julien REBOTIER
Allocataire de recherche en géographie
IHEAL – Paris 3 / CREDAL
jrebotier@hotmail.com

« Les conquistadors exigeaient que l'Amérique soit ce qu'elle n'était pas. Ils ne voyaient pas ce qu'ils voyaient, mais ce qu'ils voulaient voir : la fontaine de jouvence, la cité d'or, le royaume des émeraudes, le pays de la cannelle »
Eduardo Galeano (*Brecha*, nº1037, 07 octobre 2005)

« S'il est un danger pour la démocratie latino-américaine, il vient du néolibéralisme, pas du populisme »
Ernesto Laclau (*Nueva Sociedad*, nº205, août 2006)

Résumé:
La « Révolution Bolivarienne » fait irruption au terme d'un siècle de changements fondamentaux qui transforment le pays dans les cadres de l'exploitation pétrolière, á l'origine de bien des caractéristiques actuelles. L'élection du président Chavez se fait sur l'échec d'une démocratie négociée et au terme de deux décennies de crise qui exacerbent les difficultés sociales. Pour autant, si l'ordre sociopolitique et symbolique est mis en cause, l'ordre économique reste peu affecté. Le chavisme change le visage du Venezuela, affecte á différents degrés la géopolitique régionale, mais peine á consacrer les changements radicaux dont l'annonce est sans cesse repoussée et flirte avec des poussées autoritaristes toujours annoncées.
Mots clés : Révolution Bolivarienne, Pétro-Etat, ordre sociopolitique, *Punto-Fijisme*, distribution des pouvoirs

Resumen:
La « Revolución Bolivariana » aparece al final de un siglo de cambios profundos que transforman el país en el marco de la explotación petrolera, dando origen a muchas de las características actuales del país. La elección del presidente Chávez es el producto del fracaso de una democracia negociada y de dos décadas de crisis que multiplican las dificultades sociales. Dicho eso, bien puede ser cuestionado el orden sociopolítico y simbólico, pero el orden económico resulta poco afectado. El chavismo cambia la cara de Venezuela, modifica la geopolítica regional a diferentes grados, pero no logra que culminen los cambios radicales siempre pospuestos mientras que la posibilidad de autoritarismo sigue pendiente.
Palabras claves: Revolución Bolivariana, Petro-Estado, orden sociopolítico, *Punto-fijismo*, distribución de los poderes

Abstract:
The "Bolivarian Revolution" rises at the end of a century of huge transformations for the country as regards oil exploitation. This still has a lot of consequences today. The election of President

Chavez is the product of both the failure of a negotiated democracy and two decades of crisis which sharpen inequalities. Nevertheless, both the socio political order and symbolic order can be questioned, but economic order is not really modified. Chavism changes part of the face of Venezuela, affects regional geopolitics on different degrees, but shows some difficulties to make radical changes come true. The worrisome drift of authoritarianism is still potential.
Keywords: Bolivarian Revolution, Oil-State, socio-political order, *Punto-fijism*, distribution of power

Le président Chávez entre au Venezuela dans sa dixième année de pouvoir. Les élections présidentielles de décembre 2006 l'ont reconduit à la tête du pays jusqu'en 2012. Le récent revers lors du référendum de décembre 2007 donne des accents inédits aux polémiques qui planent sur le chavisme depuis 2001. La polémique autour du président ne nous apprend que peu de choses sur un pays qui fait irruption sur la scène et dans l'actualité internationale au tournant du XXIè siècle, émergeant, depuis la France au moins, d'une gentille indifférence ou d'un imaginaire calqué sur les images de *telenovelas*. La « révolution bolivarienne » s'inscrit pourtant dans la trajectoire séculaire d'un Etat bâti autour de la ressource énergétique. Les changements politiques tant débattus de la fin des années 1990 ne se comprennent pas sans une mise en perspective en trois temps.

Une temporalité longue, d'abord, pour recadrer la genèse du Pétro-Etat. Une temporalité plus courte : celle de la crise des années 1980 et de la faillite de l'élite politique traditionnelle à répondre aux besoins fondamentaux de la population. Une analyse de l'immédiat, enfin, des principaux défis auxquels est confronté le processus bolivariens.

Venezuela, politique et Pétro-Etat (1920-1970)

Le discours dominant sur la trajectoire du pays au XXè siècle évoque une période faste de la démocratie après une parenthèse autoritaire entre 1948 et 1958. Une lecture concurrente consiste à reconnaître les structures socio politiques d'un Pétro-Etat qui trouvent leurs racines dans les années 1920 et dont les fractures préparent les effets dévastateurs à l'échelle nationale de la crise continentale après le tournant 1980.

Les origines controversées du Venezuela moderne, couleur pétrole

Pour Mariano Picón Salas, important intellectuel et écrivain vénézuélien disparu en 1965, le Venezuela a fait irruption dans le XXè siècle en 1936, après la mort du dictateur Juan Vicente Gómez, au pouvoir depuis 1908. Par ailleurs, les leaders et tenants du principal parti politique du XXe siècle identifié comme social-démocrate, *Acción democrática* (AD), font correspondre au coup d'Etat civico-militaire du 18 octobre 1945, qui les porte au pouvoir, l'entrée du pays dans l'ère démocratique et moderne. L'interruption autoritaire de prés de 10 ans, entre fin 1948 et début 1958 du fait du général Marcos Pérez Jiménez, s'inscrivant alors comme une parenthèse dans la trajectoire de l'émancipation démocratique menée par le parti AD (Coronil, 1997). Le repérage de ces deux « moments » de l'histoire contemporaine, aux fortes connotations politiques, s'aligne sur celui d'un pays au seuil de la modernité, tournant le dos à la barbarie et à l'archaïsme autoritaire caractéristiques du XIXè siècle, dépeint dans un ouvrage de 1929. Dans *Doña Barbara*, Rómulo Gallegos (1997) développe l'allégorie d'un pays en procès de civilisation face aux premières lueurs du progrès, de la jeunesse, de la modernité, de la ville. L'auteur est populaire, étroitement lié au parti AD, tout comme Mariano Picón Salas, et occupera même quelques mois le fauteuil de président de la République, élu sous les couleurs d'*Acción Democratica*, avant d'être déposé le 24 novembre 1948 par une junte militaire.

C'est dans ces lectures, socialement que se construit l'imaginaire démocratique d'une nation moderne et pacifique (Dávila, 2006). Or, tout autant que ces « moments », l'exploitation du pétrole constitue la charnière de l'Etat moderne vénézuélien. Au milieu des années 1920, sous la dictature de Gómez, la valeur des exportations liées au pétrole dépasse celle des produits

traditionnels d'agro exportation comme le café ou le cacao. L'Etat moderne se construit autour de son rôle d'arbitre dans l'activité pétrolière, entre le patrimoine national qu'est la ressource, et les capitaux étrangers. Si la fin de la dictature de Gómez et l'assouplissement des régimes ultérieurs ont correspondu à un recul de l'accaparement de la rente nationale par « le clan du dirigeant », les structures de l'Etat et ses modèles de fonctionnement sont néanmoins déjà dessinés pour les régimes ultérieurs, qu'il s'agisse de démocratie ou de dictature (Coronil, 1997). Ainsi, la rente et son contrôle marquent fondamentalement l'économie nationale et le modèle socio politique. D'une part, selon les principes du « syndrome hollandais », la disproportion de l'activité énergétique atrophie les autres secteurs de l'économie, augmentant la dépendance à la matière première. D'autre part, la machine étatique bâtie sous la férule de Gómez comme un intermédiaire de l'exploitation pétrolière se reproduit au fil des décennies dans le cadre d'un pouvoir centralisé et prompt à intervenir dans l'économie nationale. Depuis lors, la distribution des revenus du pétrole se fait par le truchement d'un appareil d'Etat dans la perspective de la modernisation du pays.

La thèse de « l'exceptionnelle démocratie » mise à mal

Le « retour » de la démocratie après la « parenthèse » autoritaire (1948-1958) marque le début d'une période démocratique. Malgré le basculement de nombre d'Etats latino-américains dans des régimes militaires antidémocratiques (Brésil 1964, Chili 1973, Uruguay 1973, Argentine 1976…), et bien que la « nation sœur », la Colombie voisine, ait sombré dans le conflit interne armé depuis 1948, le Venezuela voit se maintenir l'ordre institutionnel. Cette situation exceptionnelle est le fruit d'une coalition politique autour du pacte de Punto Fijo signé en octobre 1958. Les partis social-démocrate AD, démocrate-chrétien COPPEI, et un temps seulement URD, s'entendent sur ce que doit être l'ordre politique et institutionnel de la démocratie recouvrée. A travers ce pacte sont censés converger de larges secteurs de la société. Il est dit que sur un « programme minimum commun » et une « déclaration de principes » règne « l'esprit du 23 janvier », en référence au jour de 1958 oú un nouveau coup d'Etat civico-militaire (Coronil, 2007) défait la dictature de Pérez Jiménez, autre moment fondateur d'un « imaginaire démocratique » vénézuélien (Dávila, 2006).

Dans la deuxième moitié du XXe siècle, le pays se distingue non seulement par un « régime politique exemplaire », mais aussi par une richesse grandissante censée profiter aux différents secteurs de la société. L'opulence des années 1970 est le résultat combiné de deux principaux facteurs. Les deux chocs pétroliers vont d'une part remplir les caisses publiques, d'autre part, les premières décennies de la démocratie négociée s'inscrivent dans une affirmation de la souveraineté nationale sur la ressource pétrolière. En ce sens, le Venezuela est fondateur de l'OPEP en 1960, et l'industrie pétrolière est nationalisée au milieu des années 1970. Dans le « Venezuela Saoudite », il n'est pas inconcevable de partir un week-end faire les boutiques de Miami, la pratique étant suffisamment répandue pour constituer une réputation à l'échelle internationale à propos des « *'tabarato* ». La petite histoire veut que les Vénézuéliens, forts d'un pouvoir d'achat élevé et non sans une pointe d'orgueil, s'étonnent des prix bas à l'étranger, de là l'exclamation devenue familière : « *¡'tá barato ! Dame dos* »[1]

Mais dans l'exceptionnelle démocratie dorée, tout n'est pas rose pour tous au pays de l'or noir.

Exclusion et inégalité, l'échec de la redistribution au-delà de la disposition clientéliste de la rente

Le leader historique d'*Acción Democrática*, Rómulo Betancourt, assure les premières années de pouvoir au tournant – politiquement agité – de 1960. Son gouvernement est très attaché au respect du nouvel ordre institutionnel. C'est au prix de plusieurs morts et de la neutralisation de secteurs de la société étrangers au pacte de Punto Fijo que sont menées à bien les élections de 1963, à partir desquelles va se dérouler le nouvel ordre politique dans les normes établies. Les mouvements de *guérilla* sont neutralisés en quelques années. La résolution des conflits ponctuels annoncée en 1969 par le président démocrate chrétien Caldera et l'intégration de bien des

[1] Pour l'expression formelle en espagnol : « *¡Está barato! Dame dos* » (C'est pas cher! J'en prends deux)

guérilleros dans les cadres établis du débat politique ne peuvent dissimuler le caractère exclusif du pacte politique sur lequel est basée la démocratie négociée. Malgré ses fonctions originelles, ce pacte limitera, jusqu'à la rupture, les horizons politiques alternatifs pour un modèle en déroute.
Des années 1940 au début des années 1990, le pays connaît un boom démographique et urbain. Les inégalités se creusent. La population passe de près de 4 millions d'habitants en 1940 à plus de 18 millions en 1990 (27 millions aujourd'hui). Le secteur pétrolier et la construction sont les activités dominantes. La population de l'intérieur du pays et les migrants internationaux sont drainés vers les centres urbains. La population urbaine prédomine dés le début des années 1950 pour dépasser allègrement 80% dans les années 1980. Le développement économique ne suit pas l'arrivée massive des migrants et les grands centres urbains offrent moins d'opportunités d'emploi ou de logement que leur nombre d'habitants toujours croissant.
La désertion des activités agricoles et les problématiques urbaines marquent les grands paradoxes nationaux de la deuxième moitié du XXe siècle. A la fin du siècle, prés des trois quarts de l'alimentation du pays sont importés. Dans les années 1950, un habitant de Caracas sur six vit dans un bidonville (Marchand, 1966). En 1978, c'est un sur deux (De Lisio, 2001), et cela au moment où le pays présente le revenu par habitant le plus élevé du sous-continent (Thorp, 1978). Cette même anné, lorsque le cinquième le plus pauvre de la population nationale possède 3 % de la richesse des ménages, et le cinquième le plus riche, plus de la moitié (Brisseau-Loaiza, 1982).
Ce sont ces aberrations, pour un pays « riche », qui mettent à mal la thèse de « l'exceptionnelle démocratie » (Ellner et Tinker Salas, 2007). Ce sont ces structures inégalitaires que l'évolution de la rente et l'effritement d'un système d'encadrement social par les appareils politiques des partis n'ont plus permis de dissimuler. C'est ce « Venezuela de l'envers », un temps contenu, qui est s'est mobilisé au cours des deux dernières décennies du XXe siècle et qui ira jusqu'à remettre en question l'ordre qui le produit.

La déliquescence de l'ordre de Punto Fijo (1980-1990)

La démocratie négociée et l'ordre socio politique qu'elle consacre sont durement éprouvés par les décennies de crise en Amérique latine à la fin du XXè siècle. Trois moments marquent le déclin progressif et irrémédiable d'une élite politique incapable de dépasser l'ordre de Punto Fijo pour adresser une réponse au malaise social.

18 février 1983 – krach *criollo* : dévaluation et contrôle des changes

A l'époque du « Venezuela Saoudite», sous la première présidence de Carlos Andrés Pérez (1974-1979), le cours du pétrole et les recettes publiques augmentent de façon substantielle. La nationalisation de l'industrie pétrolière intervient en 1976, permettant une hausse des dépenses publiques et l'illusion d'une richesse providentielle. En l'espace de cinq ans, les dépenses du gouvernement sont supérieures à toutes les dépenses publiques accumulées depuis le début du XXè siècle (Coronil, 1997), créant des conditions de corruption sans précédent (Petkoff, 1979) et les bases d'une tragédie à la hauteur de l'espoir suscité. Dans le cadre d'une modernisation à marche forcée par une industrialisation rapide, l'avenir du Venezuela est hypothéqué par une dette gagée sur des cours élevés du pétrole. Le contre-choc postérieur à la *bonanza* pétrolière de la fin des années 1970 fait considérablement se contracter le marché pétrolier au début des années 1980. Entre 1981 et 1983, la valeur des exportations pétrolières vénézuéliennes diminue de 35%. L'insolvabilité du pays oblige le gouvernement à imposer la dévaluation du Bolivar et le contrôle des changes le 18 février 1983. Ce que les vénézuéliens prenaient alors pour une déconvenue passagère était en fait le début des répercussions locales d'une crise continentale. Les chiffres de la CEPAL[2] concernant la pauvreté reconnaissent 25% de pauvres en 1981 et prés de 40% en 1990. L'accès à l'éducation se fait plus sélectif. Les services publics de santé se dégradent toujours plus.

[2] Les chiffres de la CEPAL cités de cette manière sont issus de la base de données consultable en ligne à l'adresse suivante :
http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegrada.asp?idAplicacion=1&idTema=25&idIndicador=160&idioma=e

Les mécanismes de distribution de la rente – sous différentes formes – dans le cadre de l'appareil d'Etat ne suffisent plus à maintenir « l'union nationale » ni à assurer les services de base pour les plus modestes. Les inégalités sont exacerbées par le recul de l'intervention publique au fil de la décennie, jusqu'au « Grand Virage » annonçant un Programme d'Ajustement Structurel.

27 février 1989 – le *Caracazo* : des hordes et désordre

Au terme d'une décennie de crise et de corruption, Carlos Andrés Pérez, à nouveau candidat à l'élection présidentielle de 1988, rappelle à l'imaginaire vénézuelien l'époque dorée d'un pays riche et serein. Elu sur un bilan de réussite et l'engagement qu'il prend d'améliorer les conditions de vie, Carlos Andrés Pérez assume à nouveau le pouvoir et annonce en début d'année 1989 l'adoption d'un « paquet économique » destiné à « redresser » le pays. Le « paquet » en question s'aligne sur les recommandations du Fonds Monétaire International. Dans la pratique, ce programme se traduit par une augmentation vertigineuse du prix des produits de première nécessité (lait, farine…) et par l'augmentation du prix de l'essence. Combinées à la restriction des subsides publics, ces mesures s'accompagnent d'une augmentation conséquente du prix du transport, pénalisant tous les usagers et hypothéquant fortement la mobilité des plus modestes. Les mesures libérales mettent la démocratie à l'épreuve. Le « Grand Virage » annoncé par le président suscite la rébellion spontanée de dizaines de milliers de personnes, dans les grandes périphéries de Caracas d'abord, oú la répercussion du prix du transport est d'importance pour les plus pauvres.

Le 27 février 1989, dans les grandes villes du pays, mais principalement à Caracas, les habitants « descendent des *cerros* », ces collines sur lesquelles s'étale la ville, couvertes d'habitat informel, les *ranchos*. Pendant une semaine, la capitale fait l'objet de pillage de magasins d'alimentation, mais aussi d'équipements. Après avoir laissé s'installer la révolte populaire, le pouvoir la fait réprimer par l'armée et ramène le calme au prix d'un bilan humain qui reste mystérieux. Environ 300 personnes périrent, officiellement ; 3000 selon les organisations humanitaires. En plus des malversations politico financières, Carlos Andrés Pérez incarne pour beaucoup aujourd'hui l'homme de la répression dans le sang et le symbole d'une démocratie aux abois. La défiance du politique parmi les majorités appauvries s'installe un peu plus. Les évènements de février 1989, le « *Caracazo* », marque aussi l'irruption d'un acteur collectif inédit, longtemps ignoré par le discours et l'action politique : les pauvres.

04 février 1992 – coup d'Etat militaire : les débuts de l'autre légende

Après l'épisode du *Caracazo*, les partis traditionnels, AD et COPEI, ne suscitent plus aucune confiance et l'échec politique des années 1980 se traduit par le discrédit et le déchirement des partis, par une radicalisation de certains secteurs et par une instabilité socio politique qui fait planer l'incertitude sur le devenir du pays. Une plaque posée sur le mausolée du dictateur Gómez à Maracay en décembre 1993, par « Ignacio Hernández, qui ne croit plus aux politiques » :

> « Mon général / JUAN VICENTE GOMEZ / Je vous demande s'il vous plaît
> de ne plus jamais laisser / gagner AD, COPEI et le MAS[3] parce que ce sont /
> les partis qui nous ont achevés / nous les pauvres / en 35 ans de démocratie »

Devant la faillite des pouvoirs publics à répondre à la situation nationale, des militaires passent à l'offensive en tentant de renverser le gouvernement par la force à Caracas et dans les principales villes de garnison du pays. Le coup d'Etat du 04 février 1992 est dirigé par le lieutenant-colonel Hugo Chávez. Contrairement aux épisodes de 1908, 1945, 1948 ou 1958, le coup d'Etat n'est pas cette fois le moteur de l'histoire politique nationale. Les « objectifs » des militaires rebelles ne sont pas atteints à la capitale. Hugo Chávez concède l'échec de l'opération, « pour l'instant », dira-t-il. Ce « mot », et plus encore l'initiative d'une action radicale, resteront présents au Venezuela jusqu'à la fin de la décennie.

---

[3] *Movimiento Al Socialismo* (Mouvement vers le socialisme), parti politique social-démocrate créé en 1971, produit d'une partie du PC vénézuélien opposée à l'usage des armes dans la lutte politique. Teodoro Petkoff, dont il est question plus loin dans le texte, est un leader historique du MAS, ancien combattant armé pour la gauche radicale.

Au terme du coup d'Etat manqué (auquel succède la tentative d'un nouveau coup de force en novembre 1992, mais de sensibilité différente), le président Pérez est accusé de détournement de fonds publics, destitué et emprisonné en 1993 avant de fuir le pays. L'évènement ne suffit pas à contrecarrer la déliquescence d'un ordre socio politique que certains universitaires vont jusqu'à qualifier de « bureaucratico populiste » (Ochoa, 1995). De fait, un nouveau gouvernement est formé autour du démocrate chrétien Caldera, déjà président de 1969 à 1974, figure de la démocratisation du pays. Une alliance large est censée consacrer l'apaisement et la normalisation de la situation nationale sous le signe de la « Convergence ». Rafael Caldera, entouré d'un gouvernement hétéroclite qui finit de brouiller les identités politiques, accomplit une promesse de campagne et fait libérer Chávez en 1994. Par la voie de Teodoro Petkoff, ministre au plan, le président Caldera engage le pays dans « l'Agenda Venezuela » en 1996, suivant à nouveau les recommandations du FMI qui y conditionne le versement de subsides. Les « compensations sociales » de l'Agenda ne suffisent pas. Entre 1990 et 1999, la proportion de population pauvre passe de 40% à prés de 50% (CEPAL, 2007). A l'avancée vers la dérégulation du droit du travail, aux privatisations, à l'inflation à trois chiffres, s'ajoute une crise bancaire qui plonge les classes moyennes déjà fragilisées dans la déroute.

C'est dans ce contexte de brouillage des repères classiques du *puntofijismo*, de difficultés sociales persistantes, de discrédit d'une élite politique dépositaire de la faillite d'un modèle, que se tiennent les élections présidentielles de 1998. L'ensemble est favorable à l'émergence de nouvelles figures sur la scène politique nationale. Il aurait pu s'agir d'Irene Sáez, élue Miss Venezuela et Miss Univers en 1981, élue maire de Chacao, un municipe de Caracas, en 1992 et réélue en 1995, candidate présidentielle à la tête de son parti *IRENE*[4], soutenue un temps par le parti traditionnel COPEI. Il aurait pu s'agir d'Enrique Salas Romer, élu gouverneur de l'Etat de Carabobo en 1989 et 1992, candidat présidentiel à la tête de son parti *Proyecto Venezuela*, soutenu dans la dernière semaine par le COPEI. C'est finalement l'outsider Chávez , lieutenant colonel putschiste de février 1992, resté dans les mémoires, qui remporte les élections avec 56% des voies, à la tête de son parti, le MVR[5]. Les partis AD et COPEI, les piliers de « l'exceptionnelle démocratie », se partagent 9% des voies.

Enjeux et limites du « processus bolivarien » (2000-)

La « révolution bolivarienne » vise à consacrer une rupture en enterrant la IVe République par la promotion d'une nouvelle constitution et d'une Ve République (1999). Bien des discours sont tenus sur les dérives autoritaires, les avancées sociales, le poids diplomatique du pays, la déstabilisation pour la région… C'est dans un cadre politique très polémique que la « révolution » opère des changements d'ordres divers, dans le Venezuela pétrolier, et se trouve confrontée, encore, à des permanences que le « chavisme » s'attachait – et s'attache toujours par le discours – à dénoncer. Trois éclairages différents fournissent quelques éléments de réflexion

Les apories d'un nouvel ordre socio politique, entre doutes et réussites

Chávez représente une rupture par rapport aux pratiques politiques du passé. Le discours de classe qu'il professe depuis 1998 dans une radicalisation progressive de ses positions politiques insiste sur les fragmentations sociales structurelles qui caractérisent la société vénézuélienne. Les logiques de pouvoir affichées par le président ne cherchent pas le consensus et s'adressent de manière décomplexée aux « oubliés » de la République au motif d'une dette sociale nationale contractée par le passé. Les inégalités sociales sont devenues plus aigues à partir des années 1980.

Dans la tradition d'un Etat fort, le président Chávez mobilise selon une logique *top-down* qui replace les pauvres au cœur du discours et de l'action des pouvoirs publics. Déconnecté des mouvements sociaux et des partis traditionnels, le chavisme est une intéraction perpétuelle entre le président et la masse de ses partisans. La concentration de pouvoir autour de la présidence est invariablement mise en avant à partir de 2001, année de la première loi qui autorisa le président à

[4] Acronyme pour Intégration et Rénovation Nouvelle Espérance.

[5] Mouvement pour la Vè République, « Vè » afin de consacrer la rupture avec le modèle précédent.

gouverner par décret pendant un temps. De fait, la propriété privée reste une garantie constitutionnelle, et dans le cadre de la loi, il n'y a guère d'intérêts privés ou commerciaux qui soient menacés au Venezuela, au-delà d'une panique fantasmée dans une large mesure[6]. D'après les chiffres de la CEPAL, l'inégale distribution du revenu national observe même une rigoureuse stabilité depuis les proportions de 1978 données par Brisseau-Loaiza.

Certaines innovations bouleversent l'ordre socio politique traditionnel bien plus que l'ordre économique. Aux logiques de pouvoir *top-down* s'ajoutent les logiques complémentaires *bottom-up*. Certes, la mise en place et l'apprentissage de nouveaux mécanismes ne vont pas sans embûches, mais la pratique de la participation n'est pas non plus sans remporter de succès dans une confrontation avec un pouvoir constitué parfois mis au pied du mur. Les logiques de participation entrent dans un rapport de force avec le pouvoir central et en deviennent parfois autonomes (Ellner, 2006). Il est évident que là oú les effets du pouvoir sont les plus bénéfiques, les résultats électoraux lui sont les plus favorables.

De plus, la ligne du pouvoir n'est pas si homogène et unanime qu'elle se présente (qu'on la présente ?), y compris parmi les partisans du processus. Les vénézuéliens ont pu s'exprimer librement sous « l'ère Chávez » à l'occasion de plus d'une dizaine de scrutins. La politisation des inégalités se traduit par un élargissement de l'exercice de la citoyenneté en multipliant l'émission de papiers d'identité, permettant le vote à des citoyens qui n'existaient alors pas sur les registres légaux ou en multipliant les bureaux de votes. Entre les élections de novembre 1998, avant l'arrivée de Chávez au pouvoir, et l'élection présidentielle de 2006, la population nationale passe de prés de 23,5 millions à plus de 27 millions (+15%), la population électorale de 11 millions à 16 millions (+45%) et les bureaux de vote dans le pays, de 8300 à 11100 (+34%). Les élections locales sont du reste une plateforme d'observation des mobilisations. Ceux qui apparaissent comme les apparatchiks chavistes sont boycottés au profit d'autres candidats comme les *Tupamaros*, ceux de la *Liga Socialista*… qui restent « bolivariens », mais qui se distinguent d'un « verticalisme monolithique » officialiste (voir aussi Hellinger, 2007). Enfin, le revers du référendum de décembre 2007 sur la réforme constitutionnelle se vérifie aussi localement dans des secteurs pauvres, profitant des « largesses » du pouvoir, et traditionnellement acquis au président (La Vega ou Petare, dans la capitale). Cela n'est pas sans montrer la réserve des électeurs face au rythme et à la nature d'un processus qui leur est proposé « d'en haut », ni toute la part qu'ils peuvent assumer dans le sens de logiques ascendantes si peu mises en avant.

Au-delà des questions de pouvoir et de la remise en question de positions hégémoniques traditionnelles, la qualité de vie et la dignité des plus modestes restent les atouts majeurs du chavisme. Des « missions » sont mises en place à partir de l'été 2003 et se substituent aux anciennes structures institutionnelles, créant un appareil parallèle pour la gestion publique. La révolution bolivarienne avance dans l'ajustement d'un nouveau dessin institutionnel destiné à produire un nouvel ordre socio politique (Laclau, 2006). Par là, des réponses sont apportées à des situations « d'urgence » dans le domaine de l'éducation, de l'alimentation, de la santé, améliorant de façon substantielle la qualité de vie des secteurs les plus modestes de la population. Selon la CEPAL, de près de 50% en 1999, la pauvreté ne représente plus que 45% en 2004, 37% en 2005, et 30% de la population en 2006. En proportion du PIB, la dépense pour l'éducation augmente de moitié entre 1990 et 2005 (CEPAL, 2007). Celle de santé reste constante, mais selon les dernières estimations, le PIB de 2007 pourrait être 25% supérieur à celui de 1990, et les efforts sont réorientés vers un système de santé de proximité (*Misión Barrio Adentro*).

Le discours de classe, la relation « exclusive » d'un président sans parti et de la masse des électeurs, à une époque oú bien des antagonismes sociaux sont niés dans les démocraties libérales,

---

[6] Témoignage de Teodoro Petkoff : « Aquí no hay ningún interés afectado, no hay ningún banco nacionalizado, aquí no hay ninguna empresa nacionalizada, aquí no hay ningún interés material concreto que haya sido afectado, aquí lo que hay es un miedo creado por un discurso estúpido », dans le documentaire de Marcelo Andrade Arreaza, 2004, *Venezuela bolivariana : pueblo y lucha de la cuarta guerra mundial*, Cooperativa calle y media, Caracas. Disponible sur Internet: http://www.archive.org/details/Venezuela_Bolivariana_VEN_2004

produit une polarisation politique singulière. L'évolution des pratiques du pouvoir central depuis l'élection de 1998 ne se comprend pas sans dresser en miroir les agissements d'une opposition fragmentée, incapable de formuler une alternative politique au chavisme. La radicalisation dangereuse du pouvoir et les recours les plus illégaux d'une frange de l'opposition qui dépasse allègrement les limites de la démocratie (de la manipulation médiatique au coup d'Etat « civico-militaire » avec implication d'intérêts étrangers) se répondent mutuellement, avec des armes différentes, dans une atmosphère délétère. Malgré les observations internationales régulièrement « satisfaites » de la fiabilité des processus électoraux, il n'y a guère que la victoire du « non » à la réforme constitutionnelle de décembre 2007 qui n'ait pas entraîné de troubles sérieux á l'ordre public. Le prix de cette escalade est l'exclusion systématique de certains vénézuéliens et la disqualification, de ceux qui ne s'alignent pas sur l'une ou l'autre ligne politique.

Le pétrole : l'articulation incontournable

Face à la dérive politique, et parallèlement à la vague militaire « bolivarienne », les cadres vénézuéliens de PDVsa s'engagent à partir de 1983 dans une stratégie « d'ouverture » afin de se soustraire à l'autorité des pouvoirs publics. Pour chaque dollar de revenu brut en 1981, l'entreprise pétrolière a reversé, à divers titres, 71 centimes à l'Etat vénézuélien. En 2000, l'entreprise ne versait plus que 39 centimes. Cette stratégie trouve un écho favorable à l'international, dans la période de privatisation et de dérégulation des années 1980 et 1990 (Mommer, 2003). A la fin des années 1990, les quotas OPEP ne sont pas respectés et l'entreprise est au bord de la privatisation par le truchement de ses multiples filiales. PDVsa échappe au patrimoine national. Les premiers défis de la prise de pouvoir de Chávez vont consister à faire face à des cours bas, peu de rentrées fiscales liées au pétrole, et à reprendre en main, dans la tradition du Pétro-Etat, l'exploitation pétrolière. En 2000, le Venezuela défend le cartel et promeut le second sommet des chefs d'Etats pétroliers. C'est dans ce cadre, aidé de son ministre de l'énergie, Ali Rodriguez Araque (secrétaire de l'OPEP en 2001), que Chávez entreprend une tournée de pays membres en 2000. Il est le premier chef d'Etat à visiter Bagdad depuis la guerre du Golfe, mais aussi l'Iran, ou encore la Libye, avant qu'elle ne devienne à nouveau fréquentable. La reprise du contrôle de l'entreprise justifie le limogeage des principaux cadres en 2001 (un des facteurs qui ont déclanché le coup d'Etat de 2002), et « l'épuration » des personnels de l'entreprise ayant collaboré au lock-out politique de décembre - janvier 2002-2003 qui se solde par une perte de 12 à 15 milliards de dollars pour le pays. Prés de 18000 personnes sont licenciées. La souveraineté du sous-sol est affirmée à nouveau en 2006 avec l'obligation d'une participation publique à hauteur de 60% pour les nouveaux contrats dans la branche. Aujourd'hui, les revenus du pétrole représentent 50% du budget national et 90% des recettes de l'Etat. PDVsa est une pièce fondamentale pour le financement des mesures de la « révolution bolivarienne », qui peut s'affranchir dans une assez large mesure des rationalités imposées au monde par l'économie libérale.

Le pétrole confère aussi au Venezuela un poids diplomatique indéniable. Malgré la violence des échanges diplomatiques, les Etats-Unis restent le premier fournisseur de biens pour le Venezuela, et son premier client pour l'exportation du pétrole. Le Venezuela est le troisième fournisseur des Etats-Unis. Malgré cela, l'opposition radicale à l'intégration du continent dans un marché libéral promu par les Etats-Unis culmine par l'échec de sa mise en place, en 2005. Echec assignable aux efforts déployés par Chávez et conjugués à l'opposition du Brésil de Lula. En lieu et place de l'ALCA, le Venezuela s'emploie à promouvoir une intégration énergétique Sud-Sud en échappant aux hégémonies traditionnelles Nord-Sud. Cette logique répond pour l'instant à des initiatives ponctuelles et pragmatiques (pétrole contre médecins avec Cuba) qui affectent le jeu politique régional en restant à la mesure du Venezuela qui ne compte que pour 5% de l'économie latino-américaine. Les « poids lourds » (Brésil, Mexique ou Argentine) présentent des potentiels économiques plus consolidés. Le budget militaire vénézuélien reste derrière ceux du Brésil, du Chili, de l'Argentine, du Mexique ou de la Colombie. Enfin, la « force de déstabilisation » se traduit bien plus par la crainte de voir les Etats-Unis intervenir militairement à terme sous

prétexte d'une intromission trop grande du Venezuela dans les affaires étrangères régionales (Bolivie ? Equateur ?) que par les menaces qu'exerce l'armée vénézuélienne sur ses voisins. La logique géopolitique n'explique cependant pas tout. Les rapports avec l'Iran prennent par exemple des tournures ostentatoires difficiles à expliquer, mais faire un rapprochement entre l'uranium du sud du Venezuela et le programme nucléaire iranien est aller un peu vite en besogne…

Le pays a des réserves parmi les plus importantes au monde, concernant essentiellement le pétrole (certains annoncent au-delà de 260 milliards de barils, lourds et extra lourds inclus, devant l'Arabie Saoudite), mais aussi de gaz (premières réserves d'Amérique latine, plus de six fois supérieures à celles la Bolivie). Sur la scène internationale, la politique énergétique vénézuélienne suscite l'animosité des principaux groupes pétroliers. Pour certains, une telle emprise des pouvoirs publics sur l'activité pétrolière hypothèque l'avenir de la PDVsa et sa capacité à assumer la continuité de l'exploitation.

02 décembre 2007 : *jonrón* contre Chávez ?

En plus de ses invectives largement relayées, le président Chávez affectionne les expressions populaires et présente un sens de la communication sans pareil, à des lieues des protocoles politiques du passé. Son animosité envers l'administration états-unienne se traduit régulièrement par une prise à partie du président Bush, à l'image de son discours aux Nations Unies en 2006.. Le président Bush est aussi affublé du titre de *Mister Dánger*, Chávez reprenant l'allégorie des intérêts étrangers menaçants que Gallegos formulait déjà dans *Doña Bárbara* (1997). Le *jonrón* est une adaptation vénézuélienne du *home run* qui désigne un coup de batte magistral au base-ball. Le président, habituellement avide de rapprochements avec ce sport populaire, se retrouve face à une situation inédite depuis 1998 : l'échec électoral. Les propositions de l'officialisme (du président Chávez, et de l'assemblée nationale) n'ont pas convaincu lors du référendum portant sur la réforme de la constitution bolivarienne de 1999, le 02 décembre dernier. Avec 45% d'abstention, prés de 51% des suffrages exprimés ont rejeté deux blocs de modifications d'articles.

Chávez est celui qui aura donné un sens social, des opportunités, des soins, à manger et de la dignité, à une majorité d'oubliés. Ce processus affecte directement, matériellement, les conditions de vie des sinistrés de la démocratie. Pour autant, on ne peut que se réjouir de la mobilisation et de la conscience politique réveillées par le chavisme.

Les « disparitions » et assassinats politiques sont des pratiques du passé (comme en 1960 à Caracas, Vélasquez *et ali.*, 1980 ; en 1982 à Cantaura, *El Universal* du 07 octobre 1982[7]; ou en 1986, à Yumare, *El Nacional* 10-05-1986[8]), tout comme la censure de l'information. Depuis 1998 seules la chaîne publique VTV et la chaîne communautaire Catia TV ont été fermées par le gouvernement putschiste d'avril 2002. L'opposition dispose d'un espace médiatique indiscutable et si les pressions sont fortes, le pouvoir ne se permet pas – encore ? – tous les coups. Mais bien plus qu'une discussion politique, on assiste régulièrement à une confrontation aveugle d'extrêmes. La logique manichéenne est nourrie par les camps officialistes et opposants, étouffant les alternatives. Chacun a une part de responsabilité dans la construction d'un équilibre national de forces politiques qui se redessinent au Venezuela depuis les années 1990.

Les résultats du dernier référendum nous apprennent que près de 4,5 millions de voies se sont prononcé pour le « non » (autant ou presque que les 4,3 millions d'électeurs qui se sont prononcés pour le candidat Rosales, opposant au président Chávez lors des élections présidentielles de 2006). C'est bien plutôt le rythme et – ou ? – la nature du « processus bolivarien » qui n'ont pas convaincu. Si c'est la voie choisie par le pouvoir au Venezuela, ce revers rappelle que le socialisme de « majorités démocratiques » ne se fait pas de manière inconditionnelle.

---

[7] Voir aussi http://www.venezuela-oas.org/intervencionparamilitares12demayo2004.htm

[8] Voir aussi http://www.derechos.org.ve/recursos/alegal/yumare/

La révolution bolivarienne,

Au-delà de la faconde de Chavez, on ne peut pas donner de sens à l'arrivée du chavisme sur la scène nationale sans le replacer dans la perspective du Pétro-Etat vénézuélien. On ne peut pas comprendre le processus bolivarien sans tenir compte de l'ordre socio politique traditionnel ni des hégémonies qu'il remet en question. Dans le contexte latino-américain, lourd de précédents tragiques, on ne peut pas saisir son radicalisme intransigeant sans considérer les dérives racistes et de classe les plus réactionnaires.

La « rupture » de la révolution bolivarienne n'est pas évidente à repérer. Le PétroEtat continue de s'imposer par la force de son intromission structurelle, renforcée par le chavisme, dans l'exploitation du pétrole. Les grands problèmes, dans différentes mesures, restent ceux de la criminalité, de la pauvreté, de la dépendance alimentaire, de la corruption. Les dépenses publiques pour le logement ont diminué entre 1990 et 2005 (CEPAL, 2007). La promotion d'un modèle soutenable de développement national et la diversification de l'économie continuent d'être un horizon lointain. Pour autant, la réponse du chavisme à l'urgence sociale est indéniable. L'alimentation subventionnée nourrit les plus pauvres. Des millions de personnes sont désormais inclues dans le processus politique national et exercent leurs droits civiques. Bien des occupants des bidonvilles ou de villages isolés bénéficient pour la première fois de soins médicaux. Et ce médecin est bien souvent cubain. Le système d'éducation parallèle, constitué par le biais des missions, permet à plusieurs centaines de milliers de vénézuéliens de tout âge d'être intégrés dans un processus d'apprentissage, d'analphabétisme.

Cette vague d'actions politiques inédites ne va pas sans pratiques excluantes en fonction d'affinités politiques, basées sur des antagonismes structurels exacerbés. Pour autant, la négation de ces antagonismes a nourri la mystification d'une « démocratie exceptionnelle » et continue de le faire dans une certaine mesure. Ainsi, à l'échelle nationale, le chavisme fait face à une série de paradoxes sans qu'un devenir politique à moyen terme ne soit clairement identifiable.

L'équilibre démocratique précaire semble se maintenir au-delà des obstacles, mais le pays gagnerait à un exercice du pouvoir dans une atmosphère nationale plus sereine, basée sur ce qui pourrait être un legs fondamental du chavisme : la reconnaissance des oubliés du développement pétrolier, au-delà des stigmatisations ethniques, racistes, culturelles, ou de l'indifférence traditionnelle.

A la question « oú va la révolution bolivarienne ? », la réponse dépend manifestement de l'évolution de la tension constante entre souveraineté populaire inédite et pouvoir central privé de garde-fou. Une évolution qui mérite une curiosité sans *a priori*, sans disqualifications et à la lumière de ce qu'est le Venezuela réel.

Rien n'est écrit d'avance, tout continue d'être inventé.

Bibliographie

Brisseau-Loaiza Jacqueline, 1982, *Le Venezuela*, PUF, coll. « Que Sais-Je ? », Paris.

Ocampo José Antonio et Martín Juan (Ed.), 2003, *Une décennie d'ombres et de lumières. L'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90*, CEPALC-IHEAL, livres de la CEPALC nº76, Santiago du Chili.

CEPAL, 2007, *Panorama social de América latina 2007*, CEPAL Nations Unies, novembre, Santiago du Chili.

Coronil Fernando, 1997, *The magical state. Nature, money and modernity in Venezuela*, The University of Chicago Press, Chicago and London.

Dávila Luis, 2006, « Momentos fundacionales del imaginario democrático venezolano », 129-160, dans Carrera Damas Germán, Léal Curiel Carole, Lomné Georges, Martinez Frédéric, *Mitos políticos en las sociedades andina. Orígenes, invenciones y ficciones*, Universidad Simón Bolívar, Université de Marne la Vallée, IFEA, Caracas.

De Lisio Antonio, 2001, « La evolución urbana de Caracas, indicadores e interpretaciones sobre el desarrollo de la interrelación ciudad-naturaleza », 203-226, dans *Revista Geográfica Venezolana*, 42 (2), Universidad de los Andes.

Ellner Steve, 2006, « Las estrategias 'desde arriba' y 'desde abajo' del movimiento de Hugo Chávez » 73-94, dans *Cuaderno del CENDES*, nº62, Caracas.

Ellner Steve et Tinker Salas Miguel (Ed.), 2007, *Hugo Chávez and the decline o fan « exceptional democracy »*, Rowman & Littlefield, Lanham.

Gallegos Rómulo, 1997 (1929), *Doña Bárbara*, Editorial Panapo, Caracas.

Hellinger Daniel, 2007, « Electoral politics in Bolivarian Venezuela », 157-184, dans Ellner Steve et Tinker Salas Miguel (Ed.), *Hugo Chávez and the decline o fan « exceptional democracy »*, Rowman & Littlefield, Lanham.

Laclau Ernesto, 2006, « La deriva populista y la centroizquierda latinoamericana », 56-61, dans *Nueva Sociedad*, nº205, Buenos Aires.

Marchand Bernard, 1966, « Les ranchos de Caracas. Contribution à l'étude des bidonvilles » 105-143, dans *Les cahiers d'Outre-Mer*, Tome XIX

Mommer Bernard, 2003, « Subversive oil », 131-145, dans Ellner Steve et Hellinger Daniel (Ed.), 2003, *Venezuelan politics in the Chávez era: class, polarization, and conflict*, Rienner, Boulder.

Ochoa Haydée, 1995, *Tecnocracia y empresas públicas en Venezuela (1948-1991)*, Ediluz, Universidad del Zulia, Maracaibo.

Petkoff Teodoro, 1979, *Corrupción total. Los discursos que originaron la investigación por el congreso del escàndalo del siglo: las fragatas y el avión presidencial*, Fuentes, Caracas.

Thorp Rosemary, 1998, *Progress, poverty and exclusion. An economic history of Latin America in the 20th century*, BID, Washington.

Velásquez Ramón, Sucre Figarella José Francisco, Brunicelli Blas, 1980, *Betancourt en la historia de Venezuela del siglo XX*, Avila Arte, Caracas.